

Le 19 juillet 2011

## Quand le vent de la liberté souffle sur la Syrie

Jean-Marie Muller \*

Chacune des « révolutions arabes » a sa spécificité. La révolution syrienne qui a commencé le 20 mars 2011 prend chaque jour plus d'ampleur et mobilise toujours davantage de Syriens qui exigent la chute du régime afin d'exercer leur pouvoir de citoyens. Il est difficile de rendre compte des multiples évènements qui ont marqué l'histoire de ces derniers mois tant les informations qui nous parviennent sont fragmentaires. Cependant, grâce aux témoignages recueillis par les organisations des droits de l'homme et par les agences de presse, il est possible de dessiner comme en pointillé les aspects marquants qui font apparaître la spécificité de cette révolution.



« Malgré la répression ayant coûté la vie à 1.400 civils depuis mars, des centaines de milliers de manifestants sont descendus dans les rues de plusieurs villes de Syrie à l'occasion d'une nouvelle journée de manifestation. Une trentaine de manifestants a été tuée par les forces de sécurité » C'est ainsi que les agences de presse ont rendu compte de la journée du 16 juillet. Ce jour-là, la Syrie a été le théâtre des plus importantes manifestations depuis le début du soulèvement contre le régime dictatorial du parti Bass qui, selon la Constitution de 1963, est « le dirigeant de l'État et de la société ». « C'est un défi lancé aux autorités, notamment quand

on voit la forte affluence enregistrée pour la première fois à Damas », a déclaré Rami Abdel-Rahmane, directeur de l'ONG Observatoire syrien des droits de l'homme.

Voilà l'événement majeur de la « révolution syrienne » : des centaines de milliers de Syriens désarmés descendent chaque vendredi dans les rues en sachant qu'ils courent le risque d'être tués par les balles des forces de sécurité. Voilà le fait extraordinaire : malgré le danger extrême, des centaines de milliers de Syriens défient le régime totalitaire qui les opprime depuis des décennies en affrontant délibérément la mort pour défendre leur dignité et leur liberté. Non pas qu'ils n'aient plus peur – chacun de nous le sait d'expérience, face au danger, la peur reste toujours tapie au fond de nous - mais ils ont décidé de ne plus céder à leur peur. Voilà précisément ce qui constitue leur audace magnifique : malgré leur peur et avec leur peur, ils défient la mort. Sans qu'ils aient besoin pour cela d'une quelconque idéologie, ils ont choisi de ne plus se soumettre aux contraintes que la dictature leur imposait. Ils ont décidé de se moquer de leur peur et d'exercer sur la place publique leurs droits de citoyen(ne)s. Ces femmes et ces hommes ont le formidable courage de préférer la mort à la servitude.

L'analyse que nous présente Faez Sara, écrivain, membre de l'opposition, emprisonné de 2007 à 2010, puis du 10 avril au 12 mai 2011, est particulièrement éclairante (*L'Humanité*, 18 juillet 2011). « Ce qui est spectaculaire, ce n'est pas seulement le fait que des gens descendent dans la rue. C'est surtout la capacité à poursuivre malgré les arrestations, malgré le sang qui a coulé. J'ai été arrêté avec des manifestants. Beaucoup retournaient en prison, d'ailleurs. (...) Quand ils enlevaient leurs vêtements, on voyait les traces des coups, de la torture. Mais dès qu'ils sortaient de prison, ils retournaient manifester. Il y a une spécificité syrienne dans cette révolte. (...) Il y a une très grande conscience chez les Syriens. On a vu des gens peu éduqués, qui venaient des zones rurales, faire preuve d'une grande maturité politique en rejetant la violence. Leur demande centrale, c'est justement la liberté et la dignité. (...) Ils ont des exigences qui ont rapport avec la dignité et les valeurs humaines. Ils se sont rapprochés des grands idéaux nationaux. C'est exceptionnel, surtout dans un pays multiconfessionnel, alors qu'on pouvait craindre un dérapage, le déclenchement d'un conflit interreligieux. » On perçoit à travers ces propos le courage admirable - il n'est pas exagéré de dire qu'il confine à l'héroïsme - dont témoignent quotidiennement ces femmes et ces hommes qui prennent pour eux-mêmes les plus grands risques afin de revendiquer leur dignité et leur liberté face à la tyrannie.

Selon plusieurs agences de presse, dont l'AFP, le 18 avril à Homs, ville du centre de la Syrie, quelque 20.000 personnes se rassemblent sur la place Al-Saa (de l'Horloge), rebaptisée place Al-Tahir du nom de la place du Caire qui a été l'épicentre du mouvement de contestation en Égypte, et organisent un gigantesque sit-in. Les manifestants scandent « liberté, liberté ». Ils érigent des tentes, apportent de la nourriture et annoncent que ce sit-in se poursuivra jusqu'à la chute du régime de Bachar al-Assad. Mais, dans la nuit, les forces de sécurité interviennent et dispersent la foule pacifique par des tirs nourris. On ne sait pas exactement le nombre de blessés et de morts.



Le 25 avril, l'armée assiège la ville de Deraa, berceau de la révolte. La ville manque d'eau, d'électricité, de vivres et de médicaments. Puis la ville est investie : les militaires et les membres des forces de sécurité, appuyées par des chars et des voitures blindées, vont d'un quartier à l'autre, pénètrent dans les maisons et arrêtent chaque fois une ou deux personnes. Des tireurs embusqués postés sur les toits tirent sur toute personne se hasardant dans les rues. Le 30 avril, l'armée s'empare de la mosquée Omari occupée par des habitants et tue plusieurs d'entre eux dont l'imam. « Deraa est une zone militaire, la situation y est tragique, mais notre moral est haut », a déclaré Abdallah Abazid, militant des droits de l'homme de la ville. « En dépit de cette terreur inimaginable, écrit l'ONG américaine Avaaz, les Syriens refusent d'être réduits au silence et se sont engagés dans une voie non-violente pour sortir de ce cauchemar. »

Le 1<sup>er</sup> juin, Human Rights Watch (HRW) fait état de « crimes contre l'humanité commis dans la région de Deraa ». Des témoins décrivent « des tueries systématiques, des passages à tabac, des emprisonnements et des tortures avec des électrochocs ». « Les autorités syriennes ont accusé de manière systématique les manifestants de Deraa d'être responsables de la violence et d'attaquer les forces de sécurité. Mais tous les témoignages recueillis par HRW indiquent que les manifestations étaient, dans la plupart des cas, pacifiques. » (*L'Orient le Jour*, journal de Beyrouth, 2 juin 2011)

L'armée n'hésite pas à tirer sur des habitants de villages voisins de Deraa venus tenter au risque de leur vie de mettre fin au siège de la ville en apportant de la nourriture et de l'eau. On comptera des dizaines de morts. L'expression tant de fois galvaudée prend ici tout son sens : « Ils ne sont pas morts pour rien ».

Le samedi 30 avril, les habitants de Deraa descendent à nouveau dans les rues pour organiser les funérailles des manifestants tués la veille. Le 3 juin, 60 personnes sont tuées et le lendemain, selon un communiqué publié par M. Abdel-Rahmane, « les habitants ont observé une grève générale en signe de deuil ». Tous les magasins furent fermés. (*L'Orient le Jour*, 6 juin 2011)

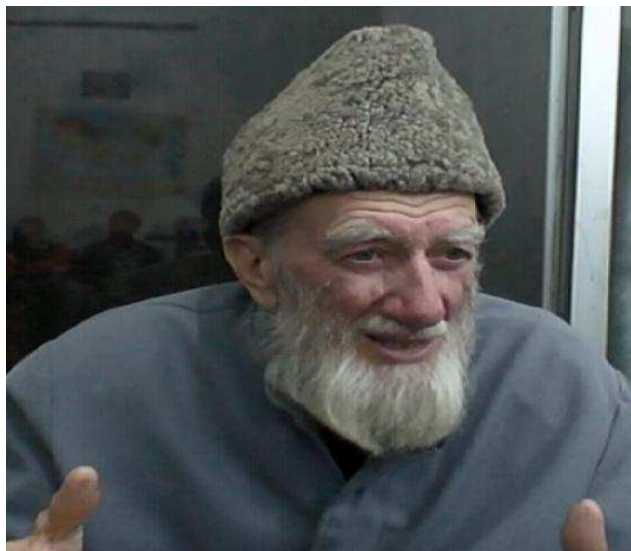
Le 5 juin au matin, l'armée commence à se retirer de la ville martyre. « Nous avons entamé notre départ après avoir accompli notre mission, a affirmé le général Haddad, directeur du département politique de l'armée. L'armée se sera complètement retirée de Deraa d'ici la fin de la journée. Nous n'avons pas affronté les manifestants, nous poursuivons des bandes terroristes cachées dans plusieurs endroits. » On a les mensonges qu'on peut.

Selon *L'Orient le Jour* (7 juin 2011), des militants syriens de Nicosie ont fait état d'une mutinerie des forces de sécurité de la ville. Un de ces militants précise que des tirs ont été entendus le 5 juin à l'intérieur du quartier général des forces de sécurité : « Je pense, dit-il, qu'ils ont exécuté des policiers qui ont refusé de tirer sur les manifestants ». Dans d'autres villes, plusieurs témoins relatent l'exécution de militaires par les forces de sécurité. Bechir raconte avoir vu de ses propres yeux des corps avec une balle dans la nuque. « Ils ne voulaient pas obéir aux ordres qui étaient de tirer sur la foule. Ils les ont exécutés avant de les jeter dans des fosses communes. Je n'avais jamais vu cela avant. » Karim confirme cette version. « Moi aussi, j'ai vu le corps d'un soldat tué d'une balle dans la nuque. Les militaires arrivent généralement les premiers dans les villages, ils sont suivis par des *mukhabarat* qui les surveillent. Ceux qui désobéissent sont exécutés. » Un blogueur dit avoir recueilli le témoignage d'un père de famille de Hama : « Mon fils m'a téléphoné de Deraa et m'a dit qu'on avait ordonné aux soldats de tuer des civils. Je lui ai dit que je préférerais le revoir mort plutôt qu'en assassin. Mon fils est arrivé deux jours après dans un cercueil. J'ai refusé des funérailles militaires et l'ai enterré en privé. » Qui trouvera les mots pour dire la sagesse de ce père qui a préféré voir son fils mort plutôt que meurtrier ? Nul doute que le peuple syrien gardera la mémoire de ces véritables martyrs qui sont l'honneur de notre commune humanité. À n'en pas douter, ces hommes sont morts pour l'honneur de l'Homme.

Mais il convient aussi de penser à tous les soldats sunnites qui n'ont pas désobéi, à ces jeunes conscrits parfois âgés de 17 ans seulement qui ont tué leurs frères et qui seront toute leur vie meurtris d'être des meurtriers. (L'armée est principalement constituée de soldats sunnites, alors que tous les officiers de haut rang appartiennent à la minorité alaouite, comme le président Assad et tous les dignitaires du régime. La grande majorité des manifestants sont sunnites.)

Le 4 juin 2011, j'ai rencontré à Beyrouth le cheikh Jawdat Saïd<sup>1</sup> dont j'avais fait la connaissance à Damas en 2008. Il est l'un des premiers penseurs musulmans qui s'est efforcé d'introduire la notion de non-violence dans le monde islamique. Depuis de nombreuses années, il plaide pour la démocratie et il est totalement engagé dans la révolution syrienne. Selon lui, la question confessionnelle est marginale et 80 % de la population se retrouvent pour demander la liberté sans être tentés par la violence. Jawdat Saïd s'est rendu à la mosquée de Deraa pour exprimer sa solidarité avec les parents des tués. Il insiste auprès d'eux pour qu'ils s'obstinent à suivre la voie de la non-violence. Il leur cite le verset du Coran (V, 28) qui fait dire au « premier fils d'Adam » répondant à son frère qui vient de menacer de le tuer : « Si tu portes la

main sur moi pour me tuer, je ne porterai pas la main sur toi pour te tuer, car je crains Dieu le Seigneur des mondes. » Ce verset sera inscrit sur une banderole qui sera accrochée dans la mosquée.



Jawdat Saïd

Il a fait la même démarche dans d'autres villes notamment à Deraya. Là, on a rendu aux parents les cadavres de leurs enfants en les obligeant à signer un papier attestant qu'ils avaient été tués dans un accident de voiture. Ils ont signé, mais tout le monde a su la vérité. Jawdat Saïd s'est rendu à Deraya pour présenter ses condoléances aux familles qui l'ont accueilli comme l'homme de la « non-violence ». Il me confie que, chaque fois qu'il part, il ne sait pas s'il pourra revenir.

Un proche de Bachar al-Assad a contacté Jawdat Saïd pour lui proposer de dialoguer avec lui. Il a répondu qu'il n'était pas prêt à négocier, mais qu'il était prêt à aller en prison. Il ne pense pas que le Président syrien puisse rester au pouvoir. On ne négocie pas la démocratie avec un dictateur qui tue son peuple. Il est confiant dans l'avenir et pense que la démocratie finira par prévaloir. Il n'a pas peur et se dit prêt à mourir pour la liberté.

Le 6 juin, six organisations des droits de l'homme dénoncent « le recours excessif à la force pour disperser les rassemblements pacifiques de citoyens sans armes » et « demandent au gouvernement d'arrêter la spirale de violence et d'assassinats dans les rues syriennes ». Elles exigent « une commission d'enquête indépendante et transparente pour dévoiler les responsables de la violence ». (*L'Orient le Jour*, 7 juin 2011).

Le 14 juillet, les forces de sécurité ont tiré sur des manifestants à Deir Ezzor. Deux civils ont été tués. Les habitants ont observé une grève générale et ont appelé toutes les villes syriennes à faire de même.

---

<sup>1</sup> Cf. Jean-Marie Muller, *Désarmer les dieux*, Le Relié Poche, II Ch. 12 « Visite à Jawdat Saïd », p, 562-577,

Le 16 juillet s'est tenue à Istanbul une conférence dite de « salut national », destinée à unifier l'opposition démocratique. L'une des figures de cette opposition, Wael al Hafez, a déclaré : « Nous souhaitons intensifier les manifestations pacifiques en nous livrant à des actes de désobéissance civile, mais aussi en unifiant le pays économiquement, en le paralysant, tout en causant le minimum de dégâts. » (Reuters)



Pour autant, ce serait aller un peu vite en besogne que de prétendre que la révolution syrienne se déroule en stricte conformité avec les principes de l'action non-violente. La réalité est beaucoup plus complexe et je me garderai de parler de « révolution non-violente » même si sa dimension non violente (*sans le tiret...*) est essentielle. Sans aucun doute, des actes de violence ont été commis sans qu'on puisse en mesurer ni l'importance ni la portée. Des bâtiments publics ont été saccagés et, si les manifestants sont désarmés, il semble ne faire guère de doutes que certains insurgés ont utilisé des armes pour tenter de défendre leurs villages encerclés par l'armée. Il n'y a pas lieu de s'en étonner. Pour autant, chaque acte de violence risque fort d'être contre-productif, d'affaiblir la résistance plutôt que la renforcer. L'analyse de Saul Alinski s'applique parfaitement à la situation syrienne : « Il est politiquement insensé de dire que le pouvoir est au bout du fusil lorsque ce sont les adversaires qui possèdent tous les fusils. » Le recours à la violence ne pourrait que se retourner contre les révoltés qui devraient subir un surcroît de répression.

Les insurgés doivent se ressouvenir de ce qu'Étienne de La Boétie écrivait en 1549 dans son texte *La Servitude Volontaire* : « Les tyrans ne sont grands que parce que nous sommes à genoux. Tant d'hommes, tant de bourgs, tant de villes, tant de nations endurent quelquefois un tyran seul, qui n'a de puissance que celle qu'ils lui donnent. Soyez résolus à ne plus servir, et vous voilà libres. Je ne vous demande pas de le pousser, de l'ébranler, mais

seulement de ne plus le soutenir, et vous le verrez, tel un grand colosse dont on a brisé la base, fondre sous son poids et se rompre. »

Certes, la déconstruction de la dictature n'est pas une condition suffisante pour la construction de la démocratie. Mais elle est une condition préalable. Il appartiendra aux Syriens de reconstruire ce que le régime, en organisant une répression d'une terrible brutalité, a détruit. Les blessures subies seront longues à se cicatriser. Les obstacles qu'il faudra surmonter seront nombreux. Il faudra donner le temps au temps.

L'un des défis majeurs auxquels devront faire face le nouveau pouvoir et les nouveaux citoyens syriens sera de construire une unité nationale qui respecte les droits de chaque minorité, et tout particulièrement des chrétiens (ceux-ci sont deux millions et constituent 12% de la population). Dans leur grande majorité, ils se sont accommodés du régime confisqué par la minorité alaouite dans la crainte de subir le pouvoir de la majorité sunnite. Les Assad eux-mêmes ont exploité cette situation en se prévalant d'être les garants de la sécurité des chrétiens, espérant en tirer profit auprès des Occidentaux. C'est pourquoi les chrétiens se sont généralement tenus en retrait du mouvement de révolte, par peur de perdre leurs avantages acquis. Le 26 avril, Mgr Giuseppe Nazzaro, vicaire apostolique d'Alep, a déclaré qu'il redoutait « la déstabilisation de la Syrie » qui pourrait « compromettre les rapports entre les communautés religieuses internes et mettre en péril les deux millions de chrétiens qui vivent dans le pays ». Et il a plaidé pour qu'on laisse du temps à Assad pour corriger les erreurs du régime. Certes, mais ici une question est requise : la sécurité des chrétiens n'est-elle pas trop chère payée si elle doit l'être au prix de la dictature ? Mettre fin à celle-ci c'est forcément « déstabiliser » l'ordre qu'elle a imposé à la société tout entière. La seule réforme possible d'une dictature est sa disparition.

Pour autant, le respect scrupuleux des droits de chaque minorité religieuse – donc de la minorité chrétienne - constituera le test de la détermination du nouveau régime à faire prévaloir un ordre juste pour tous. Pour cela, il lui faudra honorer les valeurs universelles de la démocratie qui sont celles de la civilisation. Ne nous cachons pas que le défi est gigantesque. Notons que lors de leur réunion du 16 juillet à Istanbul, les opposants ont trouvé les mots justes dans le texte qu'ils ont adopté en appelant à « l'unité nationale, à l'unité des opposants » et en insistant sur la nécessité d'« un gouvernement démocratique et pluraliste où tous les Syriens peuvent participer comme des citoyens responsables ». Il reste qu'il y a loin de l'intention à la réalité.

Déjà, les révoltés de Syrie ont obtenu que le régime reprenne à son compte leur rhétorique. Farouk Al Chareh, le vice-président, a déclaré le 15 juillet : « Sans un système politique multipartite démocratique, notre société ne parviendra pas à la liberté et à la paix civile. » Certes, il ne s'agit que de paroles verbales, mais ces mots ont un sens et ils donnent raison aux insurgés. Pour autant, il est inimaginable que le régime puisse lui-même créer un processus conduisant à la démocratie. Le Président et ses affidés devront répondre de leurs

actes devant la Cour pénale internationale où ils doivent être jugés criminels contre l'Humanité.

Faut-il dire que le régime de Bachar al-Assad a perdu désormais toute légitimité ? En réalité ce régime n'a jamais été légitime. Ce qui est décisif aujourd'hui, c'est que le peuple syrien est venu sur la place publique pour proclamer haut et fort que lui seul était dépositaire de la souveraineté nationale et qu'il ne s'en laissera plus conter. Nul ne peut prédire aujourd'hui quelle sera l'issue de ce mouvement de révolte et quand elle viendra, mais le vent de la liberté a soufflé sur la Syrie et aucun tyran ne pourra plus réduire le peuple en servitude.

La responsabilité de la communauté internationale est particulièrement grave dans la situation qui a prévalu jusqu'à présent dans les pays arabes. Pendant des décennies, les États occidentaux ont été largement complices des dictatures dont ils ne pouvaient pas ne pas savoir qu'elles niaient avec détermination les droits de l'homme et du citoyen. Avec pusillanimité, ils préféraient le maintien d'un certain ordre dont ils pensaient qu'il préservait au mieux leurs intérêts. Ce temps est révolu et ce n'est pas de leur fait. Les Occidentaux pensaient également que ces régimes étaient le meilleur rempart contre la menace de l'islamisme radical. Mais c'est se tromper du tout au tout de croire que la dérive islamiste peut se combattre par la dictature. En créant en 1968 l'Union de la Méditerranée, Nicolas Sarkozy avait ostensiblement choisi d'être complice des dictateurs plutôt que d'être solidaire des peuples. On se souvient que cette année-là Hosni Mubarak et Bachar al-Assad trônaient avec lui à la tribune officielle du défilé militaire du 14 juillet.

Les États occidentaux ont jusqu'à présent fait preuve d'une grande parcimonie pour exprimer leur solidarité avec le peuple syrien. Les États savent très bien faire la guerre et ils sont outillés pour cela, mais ils n'ont pas appris à faire la paix, tant il est vrai qu'« il est plus facile de remplir la guerre que la paix » (Bernanos). Au demeurant, il ne saurait être question d'une nouvelle intervention militaire que les opposants ne demandent nullement. Des interventions diplomatiques fortes s'imposent dans l'urgence. Malheureusement, la communauté internationale n'y semble pas prête. Le 16 juillet, Hilary Clinton, la Secrétaire d'État américaine, a dit son espoir d'une « coopération pacifique avec le gouvernement en vue d'un avenir meilleur ». Comment oser parler de « coopération pacifique » alors que des citoyens syriens sont tués dans les rues ? Les sanctions financières et économiques sont nécessaires, mais elles ne sauraient infléchir le cours des choses sur le terrain. Car c'est sur le terrain que se joue l'avenir du mouvement.

L'ingérence politique s'impose. L'urgence est de repenser l'action de la communauté internationale en matière de prévention et de gestion des conflits et d'expérimenter les méthodes de l'intervention civile non-violente en ouvrant un espace politique où puissent s'exprimer les initiatives de paix des sociétés civiles. Ce type d'intervention n'est certainement pas possible dans l'immédiat, mais elle pourrait s'avérer décisive en Syrie après la chute du régime.

Il revient désormais aux citoyens que nous sommes d'exercer une vigilance qui s'est également trouvée prise en défaut. Nous avons un devoir exigeant de solidarité à l'égard de ces femmes et de ces hommes qui ont pris et qui prennent encore aujourd'hui des risques que nous ne prenons pas. Nous ne saurions nous contenter de les admirer et de les applaudir. Nous devons exiger de nos gouvernements qu'ils définissent une politique qui soit à la hauteur du défi que les populations arabes ont lancé au monde entier. Cela exige de nous que nous ayons l'audace de réinventer nos démocraties.

\* Porte-parole du Mouvement pour une Alternative non-violente (MAN : [www.nonviolence.fr](http://www.nonviolence.fr)).